

**RAPPORT MENSUEL DE PROTECTION-DECEMBRE 2020**  
**PLATEAU CENTRAL**



Figure 1: Foto de famille lors de la formation de renforcement de capacité des comités à Oubritenga

### Contexte/Points saillants

La région du Plateau central à l'image de certaines régions limitrophes connaît une stabilité sur le plan sécuritaire avec une fonctionnalité effective des services sociaux de base dans les trois provinces que compte la région.

Cette stabilité pourrait justifier par l'accueil de nouvelles PDI signalé lors du monitoring et par les services en charge de l'action humanitaire de la région. Il faut ajouter à cela le nombre faible d'incident de protection enregistré.. Néanmoins un cas d'agression physique a été enregistré au cours de la période.

Sur le plan sanitaire, la région a enregistré **18** cas positif au COVID-19 à la date du 24 décembre 2020

Il est à noter qu'au cours de la période, l'ONG INSO a marqué sa présence dans le Plateau central en vue d'accompagner les partenaires humanitaires sur le plan sécuritaire.

Néanmoins sur le plan de la réponse humanitaire, les attentes des personnes déplacées internes (PDI) sont toujours énormes allant des besoins alimentaires aux abris sans oublier l'éducation, la santé, l'accès à l'eau potable jusqu'aux prises en charge psychosociale et

psychologique. Alors que seul INTERSOS apporte une réponse sur le terrain comme ONG humanitaire.

### ZONES COUVERTE DANS LA PERIODE SOUS RAPPORT

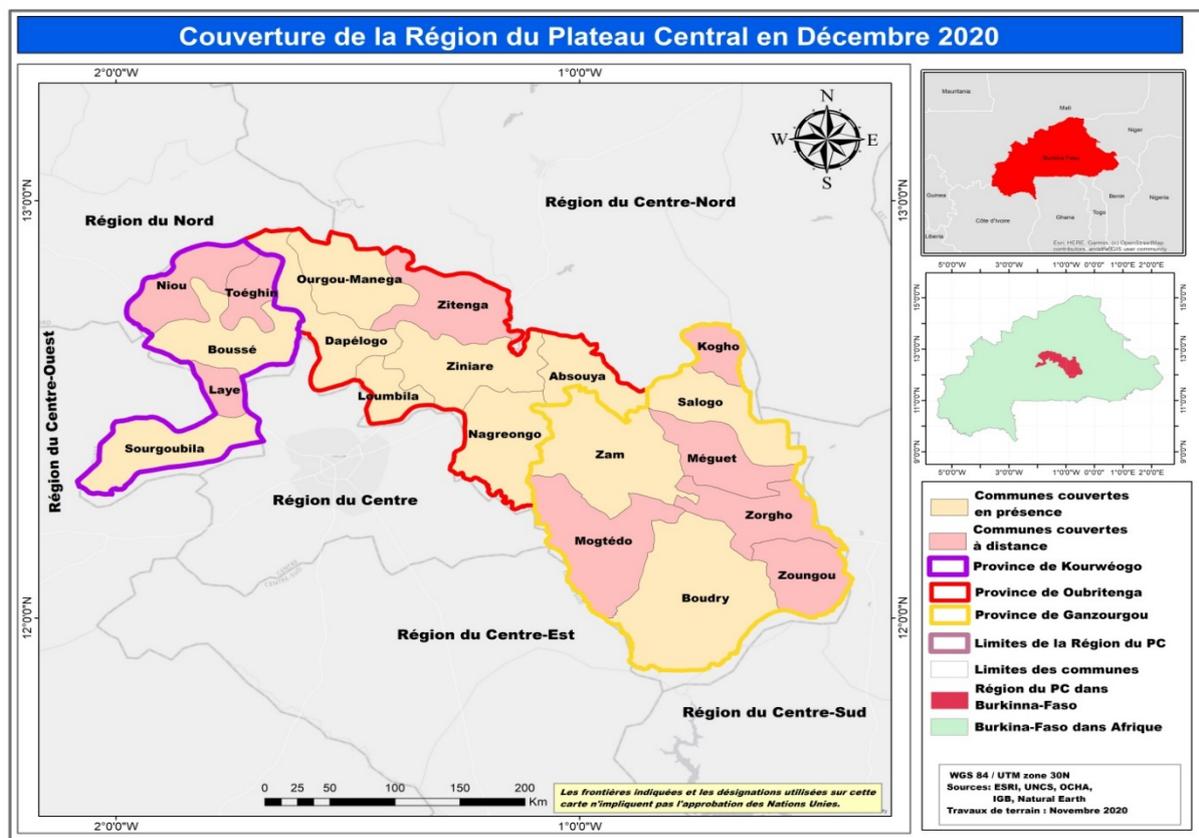
Au cours du mois de décembre, les activités du monitoring de protection ont été effectuées dans les trois provinces que compte la région du Plateau central.

Au total, ce sont **19** communes qui ont connu la réalisation effective de ces activités, il s'agit de:

- Province du Ganzourgou : communes de Boudry, Mogtédou, Méguet, Salogo, Zougou, Zam et Zorgho ;
- Province du Kourwéogo : communes de Boussé, Niou, Sourgbila, Laye et Toéghin
- Province d'Oubritenga : communes de Dapélogo, Loumbila, Nagréongo, Ourgou-Manega, Ziniaré, Absouya et Zitenga.

Des sorties sur le terrain sont effectuées dans le cadre du monitoring de protection par les moniteurs, chef d'équipe monitoring de protection. En somme 59 sorties collectives et individuelle par les équipes monitoring de protection du Plateau central à la date du 22/12/2020.

Au cours de ces activités de monitoring, aucune zone à risque sécuritaire n'a été identifiée dans le Plateau central. Toutes les localités sont accessibles en dépit de l'état défectueux des routes.



Au cours de ce mois de décembre, **12** focus groups de discussions **dans le cadre du monitoring communautaire** ont été réalisés avec **105** personnes touchées, dont **59** hommes et **46** femmes, constituées majoritairement de PDI et les communautés hôtes. Les tableaux ci-dessous recapitulent les zones de réalisation de ces focus groupe ainsi que la situation désagrégée par commune et par sexe.

**Tableau n° 1: récapitulatif des zones de réalisation de focus groups**

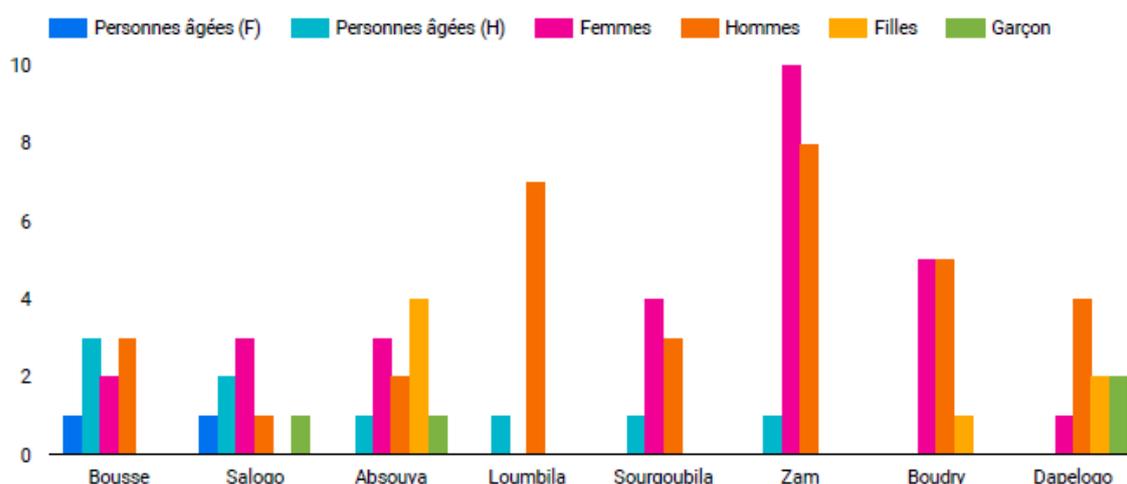
<b>Province</b>	<b>Communes</b>	<b>Nombre de focus group</b>	<b>Villages/Secteur</b>
<b>Ganzourgou</b>	Boudry	1	Mankarga V7
	Zam	2	Rapadama et Sambtenga
	Salogo	1	Sambtenga
<b>Kourweogo</b>	Sourgbila	1	Digla
	Boussé	1	Boussé /quartier Koglkoom
<b>Oubritenga</b>	Absouya	2	Mockin et Kagotenga
	Ourgou-manega	2	Tanghi-manega et Tigm-tenga
	Loumbila	1	Silmiougou
	Dapelgo	1	Secteur 1

**Tableau N° 2: Récapitulatif des participants aux focus groups par commune et par sexe**

<b>Province</b>	<b>Communes</b>	<b>Nombre de focus groupe</b>	<b>Nombre de participants</b>		
			<b>Femmes</b>	<b>Hommes</b>	<b>Total</b>
<b>Ganzourgou</b>	Boudry	1	5	5	10
	Salogo	1	4	4	8
	Zam	2	9	9	18
	<b>Total Ganzourgou</b>	<b>4</b>	<b>18</b>	<b>18</b>	<b>36</b>
<b>Kourweogo</b>	Boussé	1	3	6	9
	Sourgbila	1	4	4	8
	<b>Total Kourwéogo</b>	<b>2</b>	<b>7</b>	<b>10</b>	<b>17</b>
<b>Oubritenga</b>	Absouya	2	11	7	18
	Ourgou-Manega	2	7	10	17
	Loumbila	1	0	8	8
	Dapélogo	1	3	6	9
	<b>Total Oubritenga</b>	<b>6</b>	<b>21</b>	<b>31</b>	<b>52</b>

Total Plateau Central	12	46	59	105
-----------------------	----	----	----	-----

### Nombre de participant au focus groupe par tranche d'âge



### CARACTERISTIQUES DES MOUVEMENTS DE POPULATION

La région du Plateau central, caractérisé par sa stabilité sécuritaire a enregistré au cours de ce mois de décembre 2020 des nouveaux déplacements des PDI. Au total **43** PDI ont effectué des mouvements vers le Plateau central en provenance de la région du Sahel et de la région du centre-Nord. Ces mouvements s'inscrivent dans deux ordres : d'une part des mouvements primaires et d'autre part des mouvements secondaires.

Les raisons de ces déplacements varient d'un type à un autres ; Pour les mouvements primaires ce sont des raisons d'insécurité suite aux attaques meurtrières ayant amputer la famille d'un membre ou soit à titre préventif suite aux intimidations des HANI. Alors que les mouvements secondaires s'inscrivent dans une dynamique d'accéder aux terres cultivables à partir de la nouvelle zone **d'accueil ou d'accéder aux services humanitaires qu'offrent l'action sociale et la mairie.**

Il faut noter que ces **43** PDI souhaitent intégrer dans leur communauté d'accueil au regard du traumatisme vécu dans la zone d'origine (aucun intérêt n'est manifesté pour un retour dans la zone d'origine).

Les tableaux ci-dessous récapitule les mouvements par type ainsi que les localités d'origine et d'accueil :

**Tableau N° 1: Effectif des PDI ayant effectué de nouveaux mouvements par province, par sexe et par type de mouvement**

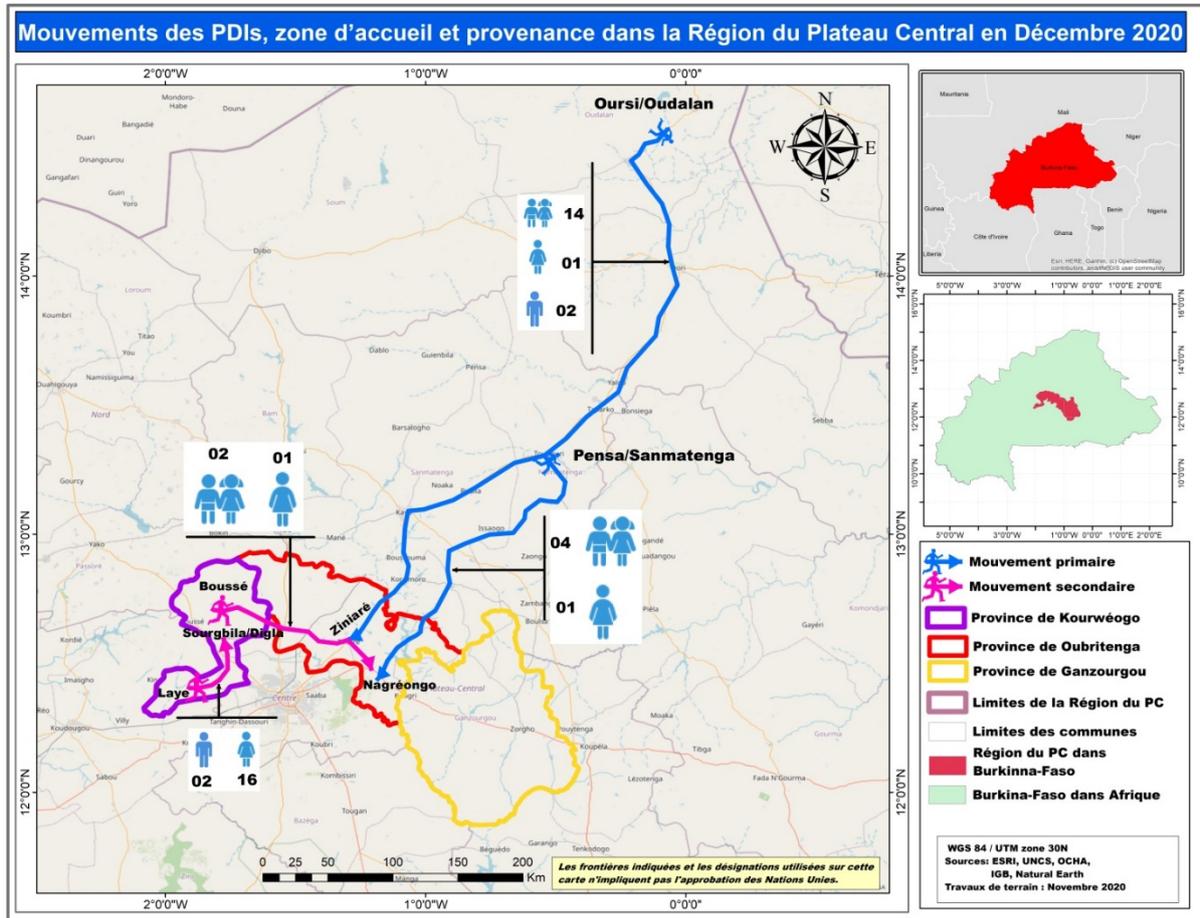
Localité d'accueil		Sexe	Type de mouvement		
Province	Commune/Village		Primaire	Secondaire	Total
Oubritenga	Ziniaré/Secteur 2	Homme	2	0	2
		Femme	1	0	1
		Enfant	14	0	14
		<b>Total</b>	<b>17</b>	<b>0</b>	<b>17</b>
	Nagréongo/	Homme	0	0	0

	Nagréonkoudgo	Femme	1	1	2
		Enfant	4	2	6
		<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>8</b>
Kourwéogo	Laye	Homme	0	2	2
		Femme	0	16	16
		Enfant	0	0	0
		<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>18</b>	<b>18</b>
<b>Total Plateau central</b>		Homme	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>4</b>
		Femme	<b>2</b>	<b>17</b>	<b>19</b>
		Enfant	<b>18</b>	<b>2</b>	<b>20</b>
		<b>Total</b>	<b>22</b>	<b>21</b>	<b>43</b>

**Tableau n° 2: Récapitulatif des mouvements de population selon le type de mouvement, la zone d'accueil, la provenance et la localité de destination.**

Type de mouvement	Provenance			Destination			
	Region/Province	Commune	Effectif		Region	Province	Commune
Primaire	Sahel/ Oudalan	Oursi	Homme	2	Plateau Central	Oubritenga	Ziniaré/Sect 02
			Femme	1			
			Enfant	14			
			<b>Total</b>	<b>17</b>			
	Centre Nord/ Sanmatenga	Pensa	Homme	0	Plateau Central	Oubritenga	Nagréongo/ Nagronkoudgo
			Femme	1			
Enfant			4				
<b>Total</b>			<b>5</b>				
Secondaire	Plateau central/ Kourweogo	Boussé	Homme	0	Plateau Central	Oubritenga	Nagréongo/ Nagronkoudgo
			Femme	1			
			Enfant	2			
			<b>Total</b>	<b>3</b>			
	Plateau central/ Kourweogo	Sourgbila/ Digla	Homme	2	Plateau Central	Kourweogo	Laye
			Femme	16			
Enfant			0				
<b>Total</b>			<b>18</b>				

Type de mouvement	Provenance			Destination		
	Region/Province	Commune	Effectif	Region	Province	Commune
Total de PDIs ayant effectué un mouvement			43	Homme:04	Femme:19	Enfants:20



En dépit de ces mouvements suscités, les PDIs dans le plateau central font des mouvements vers d'autres horizons sur les sites d'orpaillage. Ces activités d'orpaillage sont exercées dans le but d'améliorer les conditions de vie des familles. Les destinations privilégiées sont les régions du Sud-ouest, les hauts-bassins, la Boucle du Mouhoun et d'autres pays tel que la Côte d'Ivoire. A titre illustratif, dans les villages de Boudritenga et Nobsentenga dans la commune de Boudry (Ganzourgou) on retrouve des PDIs sur les sites artisanaux d'orpaillage. Triste situation est le cas des PDIs qui s'adonnent à la pratique d'orpaillage hors du pays avec son corollaire de risque. Selon les informations émanant du **monitoring communautaire**, 07 PDIs du village Sambtenga dans la commune de Salogo (Ganzourgou) sont en détention en Côte d'Ivoire (à Soubré) après avoir été appréhendés par les autorités ivoiriennes sur un site d'orpaillage. Ce type de mouvement n'est pas un mouvement pendulaire car il ne s'effectue pas entre la zone de départ et les sites d'orpaillages mais nécessite une attention particulière.

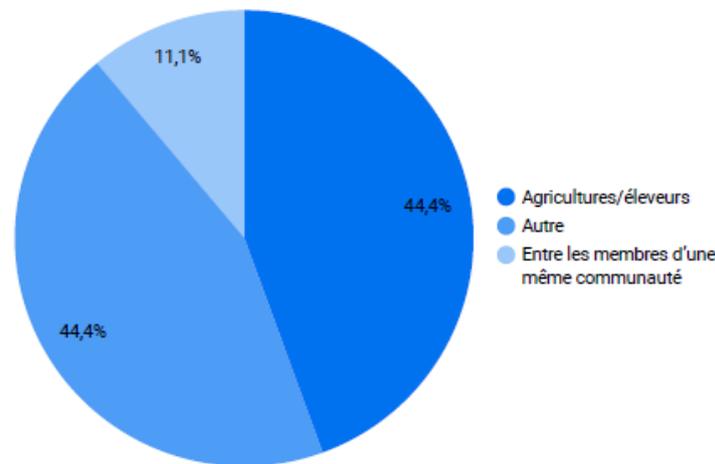
## PROBLEMES DE PROTECTION

### ▪ SITUATION SECURITAIRE - INCIDENTS DE PROTECTION DANS LES ZONES SOUS COUVERTURE

La région du Plateau Central, comparativement aux autres régions, connaît une situation sécuritaire stable. Cela pourrait s'expliquer par le fait de sa position géographique (région logée pratiquement au centre du pays) et par la présence effective des FDS dans les trois provinces d'intervention. Également la présence des groupes d'auto-défense communément appelé Koglwéogo a été signalée dans les trois provinces du Plateau Central. Au cours de la période sous revue, un cas d'agression physique a été enregistré dans le village de Wayalghin V1 dans la commune de Boudry (Ganzourgou). **La victime a été orienté vers les services de santé pour les soins.** Cet incident est lié à un conflit entre agriculteur et éleveur pour une histoire d'animaux pris en flagrant délit entrain de consommer le fourrage initialement prévu pour les besoins de l'agriculteur. Alors des discussions houleuses, l'éleveur aurait assener d'un coup de machette l'agriculteur, le blessant grièvement à l'œil. L'affaire a été introduite auprès des autorités compétente (préfecture et commissariat de police) pour dire ce qui est de droit.

Signalons que cette nième situation dénote le risque d'un conflit intercommunautaire, pour lequel (risque) des activités de prévention et gestion des conflits doivent être envisagées.

#### Conflits fonciers



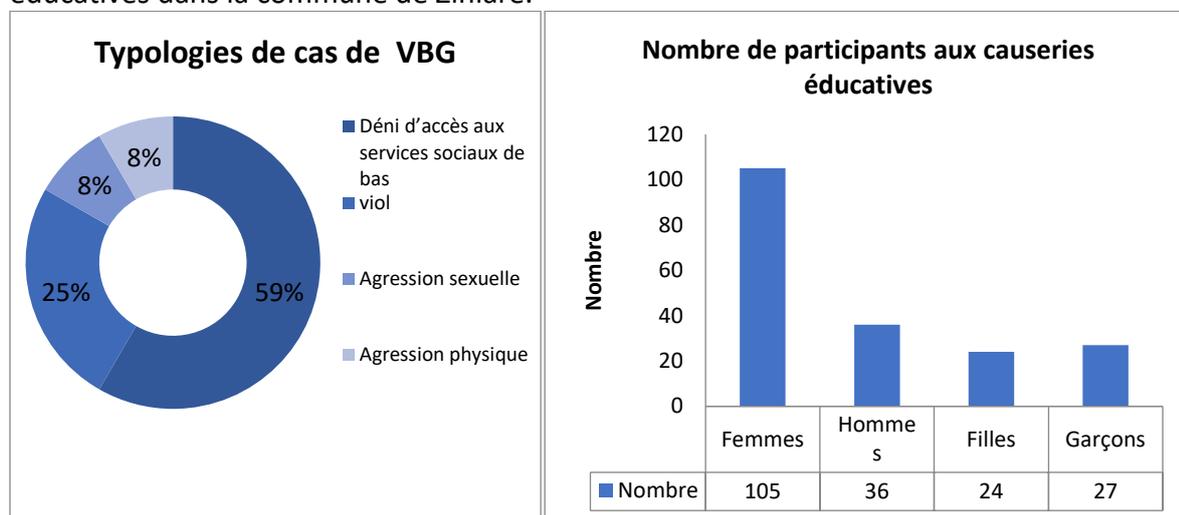
### ▪ SGBV

Les focus groupe de discussion et les activités psychosociales sont des espaces permettant aux femmes surtout d'exprimer leur connaissance pratique sur les VBG. Abordant les causes sans ignorer les conséquences, les participants aux focus groupes et aux activités psychosociales proposent des solutions endogènes pour prévenir et répondre aux cas de VBG. Ce qui est un atout à l'éradication de ces maux socio-culturels à la peau dure.

C'est dans ce sens que **07 cas victimes de VBG** ont dénoncé leur vulnérabilité durant la période sous revue. Il s'agit d'une part, de **02** cas de déni d'accès aux services sociaux de base contre deux filles dans la commune de Ziniaré. Ces dernières ont été privées du droit à l'éducation par leur père au profit des autres enfants garçons.

D'autre part **05** cas ont été enregistrés dans la commune de Nagréongo (Oubritenga) ; il s'agit de **03** cas de viol dont une femme de la communauté hôte et deux femmes PDI. Toutes ces trois survivantes auraient quitté le domicile conjugal pour leur domicile parental suite aux actes néfastes de leurs maris. Ensuite, un cas d'agression sexuelle sur une femme PDI par un inconnu qui aurait pris la fuite suite aux cris de la survivante. Enfin une survivante d'agression physique de la part de son époux a quitté le domicile conjugal pour rejoindre sa famille. Le nombre élevé de cas dénoncé ce mois s'explique par l'impact des activités de prévention menées les mois antérieurs et à l'assistance apporté aux anciennes survivantes de VBG. Les **07** survivantes ont reçu une prise en charge psychosociale et d'un appui ponctuel en cash de la part de **l'ONG INTERSONS** selon le plan d'action individuel de chaque victime. Ce qui est un grand soulagement pour ces survivantes.

En vue de renforcer la dynamique de la dénonciation au sein des communautés, **12** causeries éducatives ont été réalisées sur les thèmes suivants : la violence psychologique, le mariage forcé, l'exploitation sexuelle et les mutilations génitales féminines. Ces causeries ont touché **192** personnes dont **36** hommes, **27** garçons, **24** filles et **105** femmes. Notons que **05** causeries ont été réalisées à The dans la commune de Niou (Kourweogo) et **07** causeries éducatives dans la commune de Ziniaré.



#### ■ PROTECTION DE L'ENFANCE

La situation des enfants dans le Plateau central demeure préoccupante vue les différents risques et violations constater lors du monitoring dans les zones couvertes au cours de la période sous revue. Allant des cas de la déscolarisation, au travail des enfants sur les sites d'orpillages, aussi du mariage d'enfant, à l'exploitation économique des filles comme aide-ménagères dans les villes telles que Ouagadougou, Zorgho, Boussé, Mogtéo sans oublier les cas de séparations familiales, tels sont les typologies de violation des droits des enfants qui sont constatés dans les zones monitorer durant la période sous revue. Ces différentes violations s'expliquent d'une part pour des contraintes financières que vivent les parents PDI afin d'apporter un revenu pour les charges du ménage et aussi au regard des pesanteurs socio-culturelles brimant les filles par exemple d'aller à l'école au profit des garçons.

La présence des enfants sur les sites d'orpillages est un phénomène qui nécessite une attention particulière vue les risques de délinquance juvénile, la consommation de stupéfiant, de déscolarisation. Dans ce sens on peut constater, une présence des enfants sur les sites d'orpillages des villages Boudritenga et Nobsentenga dans la commune de Boudry

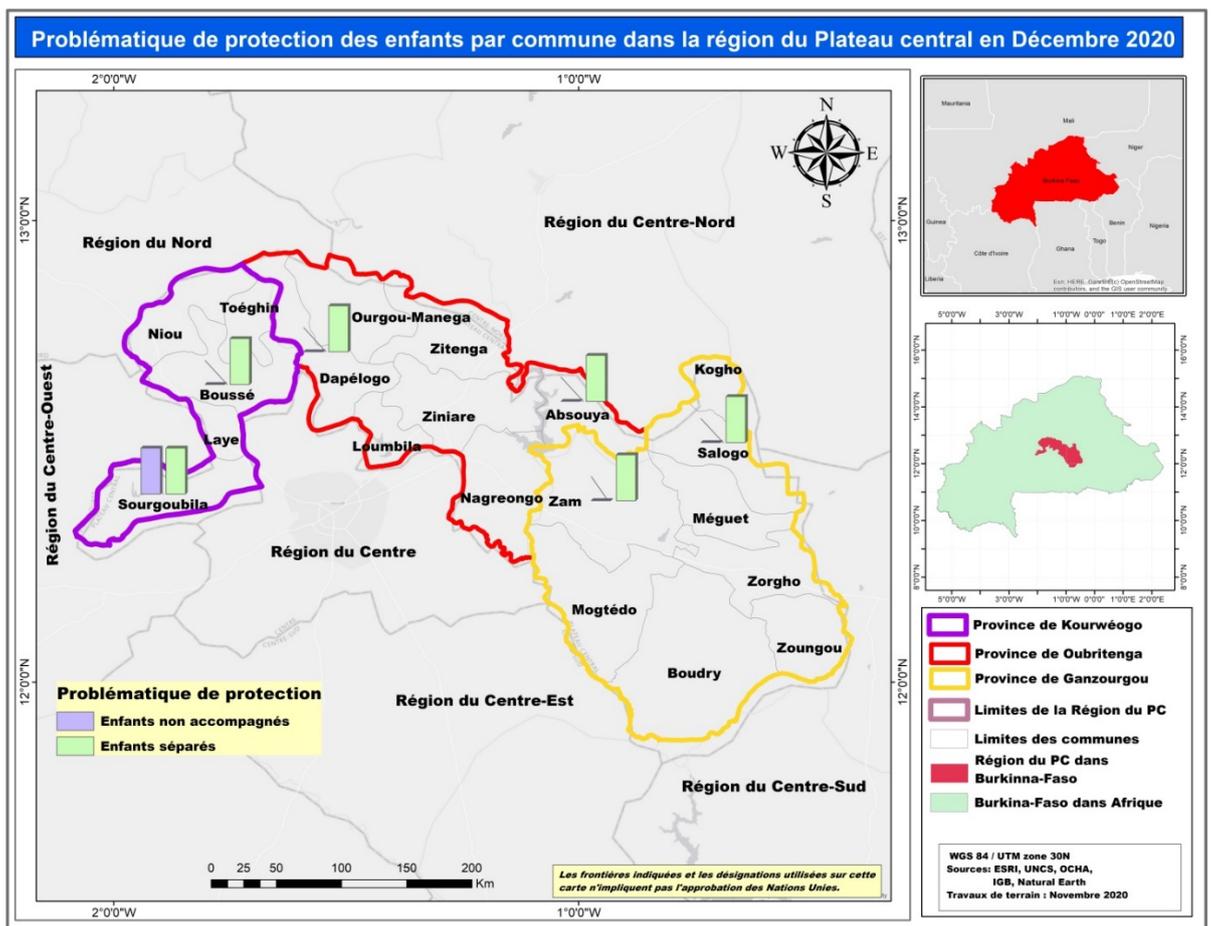
(Ganzourgou) avec tous les risques suscités. Il faut noter que les sites d'orpaillage changent fréquemment avec une difficulté d'en spécifier selon le nombre au sein de la région.

A titre d'exemple toujours, parmi les **07** PDIs incarcérés en Côte d'Ivoire précisément à Soubré pour des pratiques illicites d'orpaillages, figure deux enfants de **16 et 17 ans** respectivement du village de village Sambtenga dans la commune de Salogo (Ganzourgou).

Force est de rappeler le cas des enfants malnutris que l'on constate dans les sites de PDIs notamment la commune de Nagréongo (voir photo ci-dessous).

Certains enfants orphelins ont besoins de prise en charge psychologique au regard du traumatisme vécu dans la localité d'origine. Il s'agit par exemple de cette fillette de 05 ans (orpheline de père et mère) qui a assisté à l'exécution de ces deux parents par les assaillants (HANI) et jusqu'à nos jours le traumatisme demeure sévère. **Cet enfant a bénéficié d'une assistance psychologique et financière de la part de INTERSOS.**

En définitive, des actions de prévention et réponse notamment des sensibilisations, des appuis en AGR, des activités psychosociales aux profit des PDIs doivent être menées ou renforcées afin de réduire ces risques auxquels les enfants sont confrontés.



■ **PROBLEMES SPECIFIQUES DE PROTECTION ET PERSONNES AYANT DES BESOINS SPECIFIQUES (PBS)**

Des différents focus groupe on retient que les femmes chef de ménages, les enfants de moins de 05 ans, ceux de 12 à 17 ans, les personnes âgées, les hommes de 18 à 59 ans ainsi que les malades chroniques sont les groupes à risque. Ces risques s'expliquent par la distance

à parcourir pour obtenir l'eau pour les femmes, le manque de ressources financières pour acquérir certaines ressources vitales (l'alimentation, l'eau, la santé) pour la majeure partie des groupes. Cette contrainte financière explique le fait que certains malades chroniques et personnes âgées n'arrivent pas à honorer leurs frais médicaux. Sans oublier, le cas de ces enfants à bas âge qui présentent des signes de malnutrition sévère ainsi que les garçons de 12 à 17 ans et hommes de 18 à 59 ans qui migrent vers les sites aurifères tout en abandonnant leurs familles. Pour les filles de 12 à 17 ans le risque de déscolarisation est imminent (également pour les garçons de 12 à 17 ans) et surtout l'exploitation économique auxquelles sont confrontées ces filles.

Parlant des femmes chef de ménages ayant un besoin de protection spécifique, selon les termes de ces femmes du village de Silmiougou (commune de Loumbila) et Mockin (commune d'Absouya), il faut parcourir au minimum 4KM pour avoir accès à l'eau pour les besoins quotidien.

Au sujet des communautés à risque de stigmatisation, il faut noter que les conflits intercommunautaires entre agriculteurs et éleveurs pourraient créer une stigmatisation à l'endroit d'une communauté malgré les mécanismes communautaires si d'autres actions ne sont pas entreprises. A titre d'exemple l'incident du village de Waylghin V1 dans la commune de Boudry (Ganzourgou), crée une tension entre les agriculteurs et les éleveurs au regard de l'acte posé par l'éleveur et si des actions ne sont pas entreprises pour résoudre ce conflit au stade latent, une éventuelle situation désagréable pourrait engendrer un désastre dans la localité.

Pour ce qui est de l'accessibilité aux services sociaux de base, la quasi-totalité des participants aux focus groupes y reconnaissent à part les coûts élevés d'accès et la distance à parcourir.

Au regard des conditions de vie précaire auxquels sont confrontés ces personnes besoins spécifique, INTERSOS a pu identifier et assister **75 PBS** en cash. Cette assistance a concerné 8 communes de la région. La répartition de cette assistance selon les provinces indique que le Kourweogo est la province la plus représentative avec 44 % de bénéficiaires suivi du Ganzourgou (33%) et de l'Oubritenga avec 23%. En outre, la répartition de cette assistance selon le sexe indique que les bénéficiaires de sexe féminin sont les plus représentatives avec 64%.

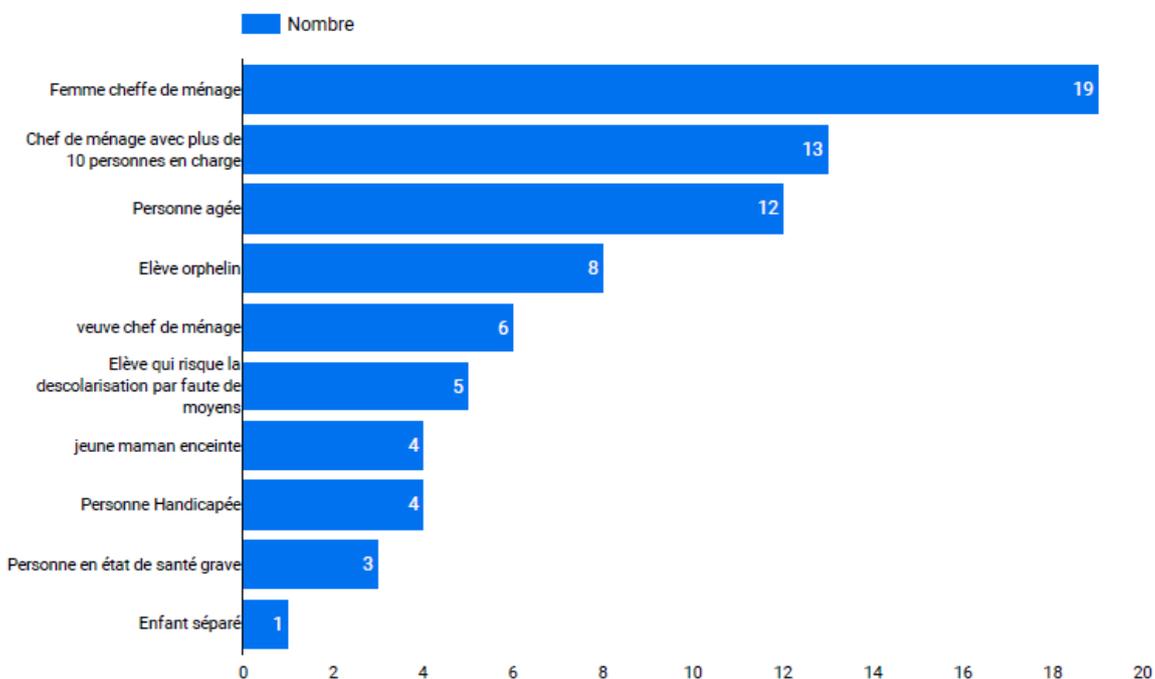
Le tableau ci-dessous présente la répartition de l'assistance au cours du mois de décembre.

**Tableau n° 5: Répartition des PBS assistées par commune et par sexe**

Provinces	Communes	Sexe		Total général
		F	M	
Ganzourgou	Mogtédo	8	9	17
	Zam	5	3	8
	<b>Total Ganzourgou</b>	<b>13</b>	<b>12</b>	<b>25</b>
Kourweogo	Boussé	7	5	12
	Niou	4	2	6
	Sourgbila	7	4	11

	Toéghin	4	0	4
	<b>Total Kourweogo</b>	<b>22</b>	<b>11</b>	<b>33</b>
<b>Oubritenga</b>	Loumbila	0	1	1
	Nagréongo	13	3	16
	<b>Total Oubritenga</b>	<b>13</b>	<b>4</b>	<b>17</b>
<b>Total Plateau Central</b>		<b>48</b>	<b>27</b>	<b>75</b>

#### PBS identifiés pour assistance en fonction de leurs Problèmes de protection



#### ■ ETAT DE DROIT

La région du Plateau central connaît une stabilité sécuritaire avec un accès aux services sociaux de base : écoles, centres de santé, les mairies, préfectures, haut-commissariat... Dans toutes communes de la région, les services d'état civil sont fonctionnels d'autant plus que les Préfectures et Mairies le sont. Il en est de même pour la Justice à travers le Tribunal de Grande Instance de Ziniaré. Cependant, pour des questions de compétence territoriale, la tendance ressort que certaines PDIs de région ne sont pas en mesure de se faire établir des actes de naissance à partir de leurs localités de déplacement. *Par exemple : les PDIs ayant quitté la commune d'Oursi ne peuvent pas établir leurs actes de naissances dans la commune de Ziniaré car n'appartenant administrativement à cette dernière.*

La présence des FDS dans les différentes provinces ainsi que les contrôles réguliers sur les différents axes rassurent les PDIs et les populations hôtes sur le plan sécuritaire. De ce fait,

la libre circulation des personnes et des biens y est garantie dans toutes les communes de la région

#### ▪ PROTECTION BASEE SUR LA COMMUNAUTE - COMITES DE PROTECTION

Dans le cadre du renforcement des capacités des acteurs communautaires, une formation a été initiée au profit des points focaux et membres des comités de protection. Cette formation a connu la participation des acteurs communautaires de la province d'Oubritenga dont une trentaine de participant.

Les participants ont été outiller sur le monitoring communautaire ainsi que leurs rôles et responsabilités en tant points focaux et membres des comités de protection.

Il faut noter que ces acteurs communautaires sont d'une contribution immense dans le monitoring de protection en ce qu'ils ont facilité l'identification et l'assistance de 75 personnes à besoins spécifiques (PBS), à la réalisation de 12 focus groupes, aux 13 séances de sensibilisation sur la pandémie à COVID-19, à l'identification des 43 nouvelles PDI arrivant dans le plateau central, et surtout au relais de l'incident de protection dans le village de Wayalghin V1 dans la commune de Boudry (Ganzourgou) dont un cas d'agression physique suite à un conflit entre agriculteur et éleveur.

Sur la question de cohésion sociale, la quasi-totalité des participants aux focus groupe de discussion affirment que la triangulation : communautés hôtes et les personnes déplacées internes, entre les communautés déplacées e, la relation est bonne sauf quelques petites tensions mineures qui ne sont pas directement liées à la situation du déplacement. Il s'agit des conflits entre agriculteurs et éleveurs à l'image de l'incident dans le village de Wayalghin V1 dans la commune de Boudry (Ganzourgou) où les parties au conflit sont toutes de la communauté hôte. Ces tensions sont gérées à par des mécanismes communautaires et parfois par les juridictions compétentes en la matière.

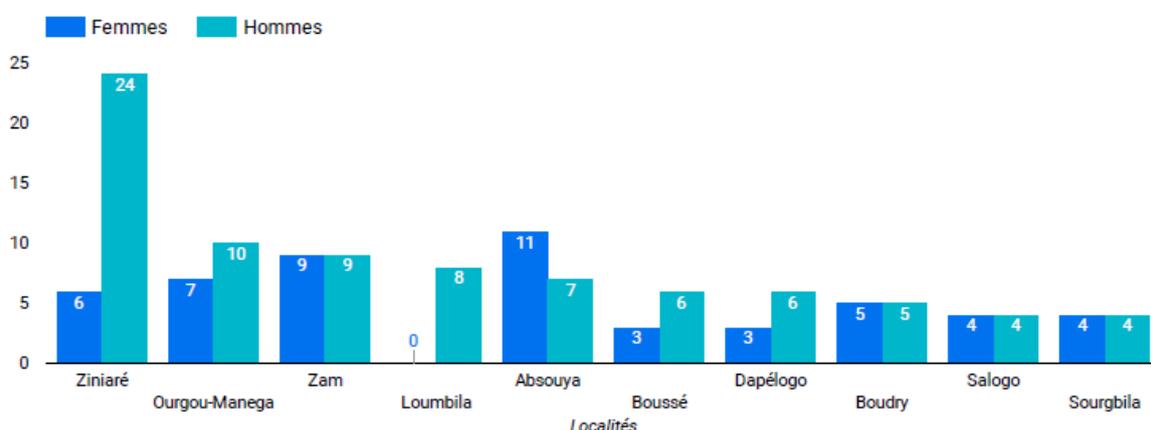
#### SENSIBILISATIONS SUR LA COVID- 19 :

Dans le cadre de la lutte contre cette pandémie dans le Plateau central des séances de sensibilisation ont pu se tenir au profit des PDI et communautés hôtes. Ces séances de sensibilisation sur la COVID-19 ont porté sur l'observation des mesures barrières. Il est à noter que toutes les activités débutent par un rappel sur les mesures barrières à la COVID-19. Le tableau ci-dessous recapitule les statistiques des sensibilisations aux mesures barrières :

Province	Communes	Nombre de focus groupe	Nombre de participants		
			Femmes	Hommes	Total
Ganzourgou	Boudry	1	5	5	10
	Salogo	1	4	4	8
	Zam	2	9	9	18
	Total Ganzourgou	4	18	18	36

<b>Kourwéogo</b>	Boussé	1	3	6	9
	Sourgbila	1	4	4	8
	<b>Total Kourwéogo</b>	<b>2</b>	<b>7</b>	<b>10</b>	<b>17</b>
<b>Oubritenga</b>	Absouya	2	11	7	18
	Ourgou-Manega	2	7	10	17
	Loumbila	1	0	8	8
	Dapélogo	1	3	6	9
	Ziniaré	1	6	24	30
	<b>Total Oubritenga</b>	<b>7</b>	<b>27</b>	<b>55</b>	<b>82</b>
<b>Total Plateau Central</b>		<b>13</b>	<b>52</b>	<b>83</b>	<b>135</b>

Répartition des participants aux séances de sensibilisation sur la COVID-19 par commune et par sexe



### SITUATION DE LTB DANS LA ZONE DE DEPLACEMENT ET DE RETOUR

La question de logement demeure une préoccupation pour certaines PDI notamment ceux qui sont dans les communes urbaines telles Dapélogo (précisément au secteur 1), à Ziniaré (au secteur 03) où les loyers varient de 5.000f à 25.000f. Pour ce qui est des communes rurales, certaines PDI ont bénéficié de terre à titre gratuit pour y construire et habiter à l'image du village de Mankarga V7 (Boudry), Sambtenga (Salogo), Tigme-Tenga (Ourgou-Manega). Cela dénote de la bonne cohésion sociale au sein de ces communautés. La difficulté majeure demeure l'accès aux terres pour l'agriculture, car les coûts de location laissent à désirer. En moyenne dans les communes telles que Zam, Boudry, Salogo, le m<sup>2</sup> varie de 500f à 5.000f pour des espaces de 100m<sup>2</sup> à 400m<sup>2</sup> alors que dans la commune de Toéghin le prix varie de 5.000f à 9.000f. Cette différence s'explique par le fait que cette dernière commune est rapprochée de Ouagadougou comparativement aux autres communes rurales.

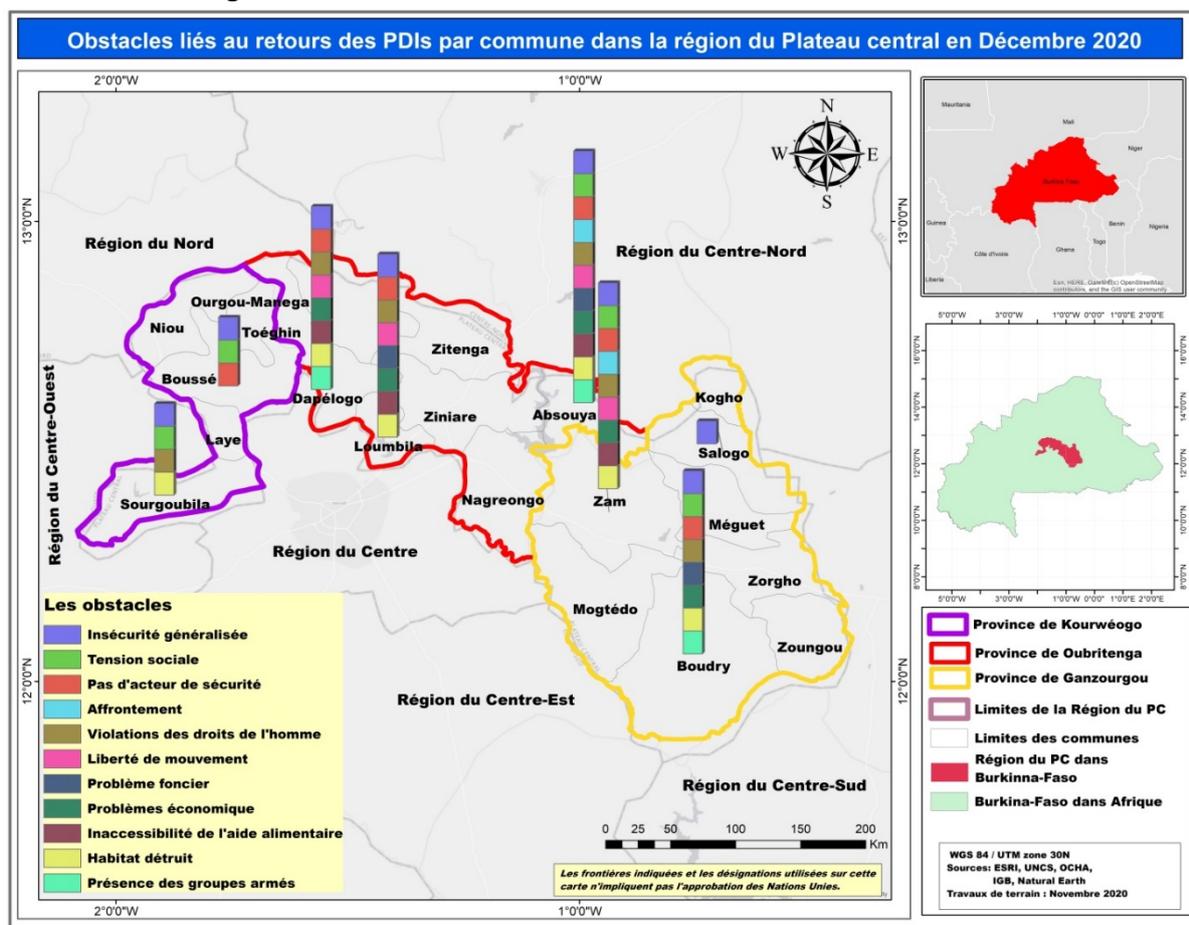
Il faut retenir que ces opérations de ventes et locations de terre ne sont pas formalisées selon les participants aux focus groupes, il s'agit des contrats verbaux avec la présence de quelques témoins parfois.

Notons qu'une minorité de PDIs arrivent à acquérir les terres au regard des conditions financières précaires.

Un plaidoyer auprès des autorités étatiques afin de régler les prix et atténuer les problèmes d'accès pour les PDIs, serait une issue palliative.

### SOLUTIONS DURABLES

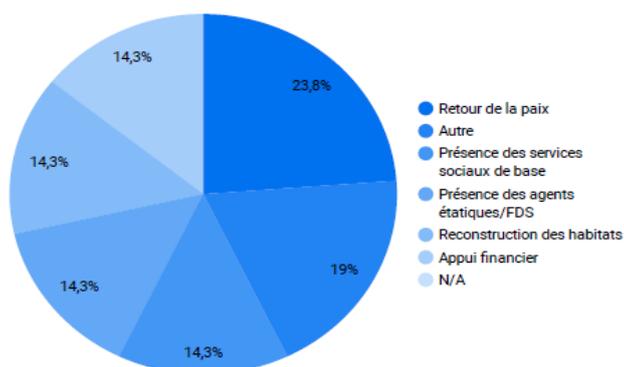
Lors des échanges avec les PDIs, deux tendances ressortent notamment une majorité des participants qui envisagent une intégration locale à l'image des 43 PDIs nouvellement arrivées dans le Plateau central et une minorité des PDIs qui exprime toujours la nostalgie de leur localité d'origine.



Mais ces derniers exigent des conditions préalables pour tout retour dans leur localité d'origine :

- Un retour de la paix
- une présence des agents étatiques et des FDS
- la construction des habitats détruits
- la présence des services sociaux de base
- un appui financier.

### conditions pour le retour



### SYSTEME DE PARTAGE D'INFORMATION ET COORDINATION

Au cours de la période des rencontres ont été réalisées avec les services techniques en charge des PDIs dans le Plateau central et avec un acteur humanitaire. Il s'agit des échanges avec les DP et DR en charge de l'action humanitaire, du Haut-commissaire de la province d'Oubritenga et des services sociaux des mairies de Ziniaré et Nagréongo un debriefing sur les réalisations et les perspectives pour le mois de décembre. Ces rencontres ont permis d'avoir une situation des acteurs de réponses et de personnes déplacées internes (PDIs) dans la région du Plateau central.

Une rencontre d'échange a eu lieu avec le responsable de l'ONG INSO en charge de la région du Plateau central. Cette rencontre a permis de dégager une synergie d'action dans le relais des incidents sécuritaire et de protection.

L'ONG INTERSOS a pris part à une rencontre dans le cadre de la journée mondiale des personnes vivant avec handicap sur invitation de la direction provinciale de l'action humanitaire du Ganzourgou, le 03 décembre à Zorgho. Cette rencontre, initiée par l'ONG OCADES CARITAS, a permis de nouer des contacts inter organisationnels.

Toujours dans le Ganzourgou, INTERSOS a pris part au lancement le 22 décembre des activités de l'association SONGTAABA du village de Tuiré (commune de Zorgho). Cette association locale œuvre pour la protection des personnes handicapées.

### RECOMMANDATIONS GENERALES

N°	Domaines	Localités	Recommandations	Entités concernées
1	Sécurité alimentaire	Mankarga V7 Rapadama Sambtenga Digla Boussé /quartier Koglkoom Mockin et Kagotenga Tanghi-manega et Tigm-tenga Silmiougou Dapelgo	Fournir une assistance alimentaire aux PDIs	Sécurité alimentaire (CONASUR/SONAGESS)

2	PBS	Boudry, Mogtéo, Méguet, Salogo, Zoungou, Zam , Zorgho, Boussé, Niou, Sourgbila, Laye Toéghin  Dapélogo, Loumbila, Nagréongo, Ourgou-Manega, Ziniaré, Absouya et Zitenga.	-Identifier et assister les Personnes à Besoins Spécifiques en cash	INTERSOS, Acteurs cash transfert, moyens de subsistance
	Abris/AME	Zoungou, Zam Zorgho, Boussé, Niou, Sourgbila, Laye Toéghin Dapélogo, Loumbila, Nagréongo, Ourgou-Manega, Ziniaré, Mockin Kagotenga, Tanghi-manega Tigm-tenga  Silmouougou	-Octroyer des abris aux PDIs -Fournir l'assistance en Articles Ménagers Essentiels aux PDIs	HCR



Figure 2:Foto à l'issue d'une sensibilisation sur la covid 19 à Digla (Kourweogo)



*Figure 3: Maison d'un ménage PDI détruit par la pluie à Bousse*